

Note conceptuelle

Colloque UNESCO-GNI

« Améliorer les écosystèmes de la communication et de l'information afin de protéger l'intégrité des élections »

Résumé

Cette note conceptuelle présente le contexte, les objectifs et la structure du colloque qui sera organisé à l'UNESCO le 8 février 2018, 10h00 – 13h00.

Partenaires et contexte

Au sein de la famille des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences, la culture et la communication (UNESCO) promeut la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de l'information. Ce mandat inclut le soutien aux médias libres, indépendants et pluralistes, en ligne et hors ligne, afin de renforcer l'intégrité des processus électoraux dans le domaine des médias et de la communication.

Le réseau *Global Network Initiative* (GNI) est une organisation multipartite de sociétés de technologies de l'information et de la communication, d'organisations de la société civile, d'universitaires et d'investisseurs socialement responsables, travaillant ensemble pour la promotion et la protection de la liberté d'expression et de la vie privée sur internet.

Les deux Organisations se sont associées dans le but de tenir ce colloque après avoir constaté l'influence des médias sociaux sur la communication politique ces dernières années. Les partis politiques et leurs candidats les utilisent afin d'atteindre les électeurs, mobiliser des soutiens et lever des fonds. Les électeurs utilisent les médias sociaux pour parler entre eux et aux candidats des questions liées aux élections et afin d'être impliqués dans les campagnes électorales. Enfin, les groupes de la société civile et les citoyens les utilisent pour suivre de près les processus électoraux.

Ces actions renforcent l'intégrité et la transparence des processus électoraux et enrichissent la démocratie. Cependant, des acteurs malveillants peuvent potentiellement abuser des dimensions numériques des élections et ainsi modifier ou saper la confiance du public dans leurs résultats.

Divers acteurs ont entrepris des actions individuelles et collectives pour réduire les risques de tels abus. La coopération multipartite peut aider à en maximiser l'efficacité et à en atténuer les conséquences imprévues.

Afin de promouvoir de telles approches et de partager les bonnes pratiques, l'UNESCO et le réseau *Global Network Initiative* présentent ce colloque comme l'occasion de rassembler les diverses parties prenantes représentant la société civile, les organisations électorales, les entreprises liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, les agences des Nations Unies, les journalistes et les universitaires.

L'UNESCO prévoit également que cette réunion aide les programmes d'assistance électorale des Nations Unies afin d'améliorer leurs activités. Des représentants d'organisations régionales qui entreprennent des missions d'observation des élections à la demande de leurs États membres seront également invités et bénéficieront ainsi de discussions sur les nouveaux défis numériques des processus et systèmes électoraux.

Ce colloque fait suite au colloque organisé par l'UNESCO en 2017¹ sur le sujet des « fausses nouvelles, de la montée des nationalismes et de la désinformation sur Internet. Ces questions ne seront donc pas au centre de la réunion.

PROGRAMME

Durée : 3 heures

PANEL 1 : *Disponibilité du réseau, sécurité et intégrité en période électorale* (50 minutes)

L'intégrité du processus démocratique et des campagnes politiques repose sur une libre circulation de l'information et sur des communications ininterrompues. Cela signifie que les communications ne doivent pas être entravées par un filtrage arbitraire, un blocage ou des interruptions du réseau. En outre, cela exige que les communications liées aux élections, les plates-formes et les réseaux qui les transportent, ainsi que les serveurs et les dispositifs qui stockent les données pertinentes, soient résistants aux violations et aux intrusions non autorisées.

Les défis en cours posent les questions suivantes :

- (i) Quels sont les impacts des « perturbations du réseau » sur les élections, y compris sur les acteurs électoraux clés tels que les partis politiques, les commissions électorales, les observateurs de l'application de la loi et les observateurs électoraux ?
- (ii) Comment les principes des droits de l'homme tels que les critères de nécessité, de proportionnalité et de finalité légitime pour toute limitation de la liberté d'expression devraient-ils guider la politique de connectivité numérique et de libre circulation de l'information dans le contexte électoral ?
- (iii) Quelles bonnes pratiques peuvent être élaborées par les États et les acteurs non-gouvernementaux pour prévenir, divulguer et répondre aux tentatives visant à compromettre la sécurité et l'intégrité des données et ainsi saper les institutions et les processus démocratiques, y compris les élections ?

Intervenants: Représentants des entreprises de télécommunications, universitaires, avocats/observateurs électoraux, société civile, etc.

Discussion – 20 minutes

PANEL 2: *Améliorer la qualité de l'information en période électorale* (50 minutes)

Les élections sont des périodes où la désinformation est souvent présentée sous différentes formes, ce qui pose des défis à une compétition politique libre, équitable et transparente. Cependant, les acteurs concernés ont souvent du mal à relever ce défi sans empiéter sur l'expression et la circulation légitimes de l'information indispensable à un débat politique.

Ce panel passera en revue les efforts nécessaires pour équilibrer ces exigences, les principes qui peuvent guider ces efforts, ce qui fonctionne et quelles peuvent être les conséquences imprévues. La discussion portera sur les questions suivantes :

- (i) La réglementation relative à la transparence des activités et des dépenses liées aux élections (y compris pour la publicité) de la part des partis politiques, des candidats et d'autres acteurs, ainsi que la non-discrimination en matière de publicité par les candidats;
- (ii) Les efforts volontaires d'autorégulation ou de co-régulation pour contrer les abus liés aux élections sur les plateformes internet, ainsi que les efforts pour fournir aux utilisateurs des outils leur permettant de s'engager et d'interpréter plus efficacement les informations pertinentes;
- (iii) Les initiatives de formation aux médias et à l'information pour les électeurs

¹ Voir « Le journalisme sous le feu de la critique », organisé le 23 mars 2017 au siège de l'UNESCO à Paris (pour plus d'informations: <https://fr.unesco.org/journalism-under-fire>).

Intervenants: Représentants des médias sociaux, universitaires, société civile, régulateurs électoraux, organes électoraux, etc.
Discussion – 20 minutes

Remarques de clôture – 5 minutes

Résultat: Rapport de l'évènement rédigé conjointement avec GNI